



Bruxelles, le 16.1.2020
COM(2020) 6 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

**Rapport annuel sur les opérations d'aide humanitaire de l'Union européenne financées
en 2018**

INTRODUCTION	2
OPERATIONS D' AIDE HUMANITAIRE financées en 2018.....	2
Tour d'horizon des principales opérations d' aide humanitaire financées en 2018.....	3
Priorités horizontales.....	9
Résumé des évaluations effectuées en 2018	11
Budget 2018	12
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ET SOURCES	14
Liste des partenaires ayant signé la convention-cadre de partenariat de 2014:	14

INTRODUCTION

Le présent rapport décrit les principales activités de l'Union et les principaux résultats des politiques de l'Union en matière d'aide humanitaire en 2018, dont la mise en œuvre a été assurée par la Commission européenne. Le présent rapport est établi conformément à l'article 19 du règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996.

OPERATIONS D'AIDE HUMANITAIRE financées en 2018

La complexité et la gravité des crises humanitaires se sont accrues au cours des dernières décennies. Les conflits demeurent la principale cause des besoins humanitaires, tandis que les catastrophes naturelles continuent de rendre nécessaire une aide d'urgence pour de nombreuses personnes. En 2018, plus de 134 millions de personnes avaient besoin d'une aide.

L'UE est restée l'un des principaux donateurs d'aide humanitaire et a apporté secours et soutien aux personnes les plus vulnérables en mobilisant à la fois aide humanitaire et protection civile. Toutefois, en raison des contraintes en matière d'accès et de sécurité, répondre rapidement aux crises émergentes est demeuré un défi.

La Commission européenne a été à l'avant-garde de la réponse de l'UE aux crises, finançant des opérations d'aide humanitaire à hauteur de plus de 1 800 000 000 EUR (l'appel humanitaire des Nations unies s'élevait à 25 400 000 000 USD) dans plus de 90 pays, avec un accent particulier sur le soutien aux populations touchées par les conflits à l'intérieur de la Syrie et aux réfugiés dans les pays voisins.

La promotion d'une aide humanitaire fondée sur des principes et du respect du droit international humanitaire (DIH) était au cœur des objectifs de la Commission. L'UE a continué à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale en présidant deux groupes de donateurs: le groupe de soutien des donateurs du Comité international de la Croix-Rouge et le «Good Humanitarian Donorship Group» (ce dernier étant co-présidé avec la Suisse). En outre, la Commission a pris la direction de l'initiative mondiale intitulée «Appel à l'action pour la protection contre la violence sexiste dans les situations d'urgence» jusqu'en janvier 2019. La violence sexiste dans les situations d'urgence et l'éducation dans les situations d'urgence sont restées des priorités majeures pour les actions humanitaires de l'UE.

La Commission a poursuivi ses travaux sur la résilience face aux crises et sur la propagation de la précarité dans le monde entier. Dans ce contexte, la Commission a progressé dans la mise en œuvre du lien entre aide humanitaire et développement. L'élément de ce lien consacré à la paix a été approuvé lors de la réunion informelle du Conseil des affaires étrangères concernant le développement en septembre 2018, qui a conclu que le «triple» lien (humanitaire-développement-paix) devrait traiter les crises prolongées grâce à une action humanitaire fondée sur des principes.

La Commission a continué d'œuvrer en faveur d'un meilleur rapport coût-efficacité, conformément aux engagements pris dans le cadre du «grand compromis» («Grand Bargain»)

conclu entre les donateurs et les agences opérationnelles à l'occasion du sommet humanitaire mondial. À cet égard, la Commission a publié la note d'orientation sur l'exécution des transferts monétaires de grande ampleur, qui garantit que davantage de fonds parviennent aux bénéficiaires grâce à la réduction des dépenses administratives. Dans ce contexte, l'UE a poursuivi le déploiement de son principal programme d'aide en espèces, à savoir le filet de sécurité sociale d'urgence pour les réfugiés en Turquie.

Tour d'horizon des principales opérations d'aide humanitaire financées en 2018

La Commission européenne est intervenue à l'occasion de toute une série de crises et de catastrophes dans le monde entier. Certaines d'entre elles sont présentées ci-dessous.

Intervention d'urgence

La Commission a utilisé une boîte à outils d'urgence conçue pour réagir rapidement aux nouvelles situations d'urgence et à la grave détérioration de crises existantes qui n'étaient pas prévisibles lorsque la décision annuelle de financement a été adoptée. La boîte à outils d'urgence contient quatre instruments: l'outil ALERT (Acute Large Emergency Response Tool), l'instrument de lutte contre les épidémies, l'instrument de financement des réactions à petite échelle, et le soutien au Fonds d'urgence pour les secours lors de catastrophes (DREF) de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC).

ALERT fournit un financement de première ligne rapide pour une intervention immédiate en cas de catastrophes naturelles soudaines de grande envergure touchant plus de 100 000 personnes. En 2018, 8 650 000 EUR ont été alloués pour faire face aux graves inondations au Kenya, en Éthiopie et au Nigeria, aux tremblements de terre et à un tsunami en Indonésie et aux effets d'un cyclone tropical aux Philippines.

L'instrument de lutte contre les épidémies a fourni un financement d'urgence pour cinq épidémies: la fièvre de Lassa (Nigeria), l'Ebola (RDC) et le choléra (Djibouti, Niger et Zimbabwe). Le montant débloqué s'est élevé à 2 775 000 EUR.

L'instrument de financement des réactions à petite échelle a été utilisé pour faire face à sept catastrophes d'un montant total de 2 225 000 EUR, à savoir: aux Tonga (tempête tropicale), au Nigeria (mouvement de réfugiés), au Nicaragua (troubles civils), au Guatemala (éruption volcanique), au Laos (effondrement d'un barrage), au Venezuela (inondations) et en Haïti (séisme).

La Commission européenne a également été l'un des principaux donateurs du DREF, contribuant à 39 opérations pour un total de 3 900 000 EUR, soit environ 25 % du fonds 2018.

La crise syrienne

En 2018, la crise syrienne est entrée dans sa huitième année. Au cours de cette période, les offensives et les changements de contrôle territorial ont causé des déplacements massifs, de nombreuses pertes en vies humaines ainsi que des souffrances considérables pour plus de 13 millions de personnes. La Commission a fourni une aide vitale, principalement sous forme de nourriture, de médicaments, d'eau et d'abris. Les actions de la Commission ont bénéficié

aux populations vivant en Syrie ainsi qu'aux réfugiés syriens au Liban, en Jordanie et en Égypte. L'aide humanitaire de la Commission s'est élevée à 260 000 000 EUR.

En outre, l'UE a participé à de nombreuses initiatives diplomatiques internationales, telles que la conférence sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région qui s'est tenue à Bruxelles, la task force humanitaire du Groupe international de soutien à la Syrie à Genève, les réunions des hauts fonctionnaires organisées à Oslo et à Berlin ainsi que d'autres actions de sensibilisation visant à promouvoir le respect des principes humanitaires et du DIH. La conférence de Bruxelles a sensibilisé l'opinion au sort des civils touchés en Syrie, avec des engagements totalisant 3 500 000 000 EUR pour 2018, ainsi que des engagements pluriannuels de 2 700 000 000 EUR pour 2019-2020.

Turquie

En juin 2018, l'UE a convenu d'octroyer 3 000 000 000 EUR supplémentaires à la facilité européenne en faveur des réfugiés en Turquie afin de soutenir les réfugiés syriens. Au titre de cette deuxième tranche, 550 000 000 EUR ont été engagés en 2018, dont 50 000 000 EUR pour l'aide humanitaire, principalement en matière de protection et de santé. Le montant total des fonds humanitaires contractés au titre de la facilité s'est ainsi élevé à plus de 1 450 000 000 EUR.

Le programme humanitaire phare de la facilité, le filet de sécurité sociale d'urgence, a continué de répondre aux besoins fondamentaux et aux besoins en protection de 1,7 million de bénéficiaires. Il s'agissait du plus grand projet humanitaire dans l'histoire de l'UE. S'appuyant sur l'ESSN, l'UE finance le programme des transferts conditionnels en espèces pour les dépenses d'éducation (CCTE) depuis début 2017; en décembre 2018, elle soutenait la scolarisation régulière de 517 000 enfants.

Balkans occidentaux

En 2018, les activités humanitaires de l'UE se sont principalement concentrées sur l'aide aux réfugiés et aux migrants en Bosnie-Herzégovine. Les communautés locales et les organisations internationales ont fourni une assistance de base, telle que de la nourriture, des abris et des soins de santé de base. Toutefois, leurs capacités ont été mises à rude épreuve et, en mai 2018, le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine a officiellement demandé l'aide de l'UE.

La Commission européenne a alloué une aide humanitaire de 2 000 000 EUR en 2018 afin d'apporter une aide d'urgence destinée à répondre aux besoins des réfugiés et des migrants. L'aide à court terme a été complétée par des mesures à moyen terme d'un montant de 7 200 000 EUR.

Ukraine

Après plus de quatre ans de conflit, les besoins humanitaires ont persisté dans l'est de l'Ukraine en 2018. Le conflit a touché plus de 4,4 millions de personnes, dont au moins 3,4 millions avaient besoin d'une aide humanitaire. La restriction de l'accès humanitaire et l'évolution défavorable de la situation politique et sécuritaire ont entraîné une détérioration de la situation humanitaire. L'action humanitaire a été mise à mal par la forte politisation du

conflit et la diminution des fonds alloués par les donateurs.

L'UE et ses États membres sont restés l'un des principaux donateurs humanitaires, fournissant une aide d'un montant total de 232 000 000 EUR. L'UE a continué à apporter une aide vitale aux plus vulnérables, tout en favorisant une transition graduelle vers une aide à moyen et long terme dans d'autres régions de l'est de l'Ukraine.

La crise au Yémen

La crise au Yémen a été la plus grande crise humanitaire au monde, avec 22,2 millions de personnes ayant besoin d'une aide en 2018. Le conflit en cours, les violations du DIH et la précarité de la situation économique du pays ont fait que le Yémen a connu une situation d'urgence en matière de sécurité alimentaire qui a affecté 20 millions de personnes. L'offensive d'al-Hodeïda lancée en juin 2018 a provoqué le déplacement de plus de 500 000 personnes et aggravé la crise. En outre, l'épidémie de choléra s'est poursuivie au Yémen.

En 2018, la Commission a intensifié sa réponse à la crise en fournissant une aide vitale de 127 500 000 EUR à plus de 14 millions de personnes vulnérables.

Crise régionale au Mali

Les conflits armés et la violence se sont intensifiés et ont eu des retombées continues dans les pays voisins, à savoir: le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger. Quelque 390 000 personnes ont été déplacées de force. En conséquence, les besoins humanitaires se sont accrus, tandis que les difficultés rencontrées en matière d'accès ont persisté.

En 2018, la Commission a fourni une aide humanitaire de 61 000 000 EUR , principalement axée sur la santé et l'alimentation et couvrant 80 % des districts sanitaires du Nord. Au total, environ 160 000 personnes vulnérables ont reçu une aide alimentaire d'urgence. Plus de 124 000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) ont reçu une aide nutritionnelle vitale et des milliers d'enfants ont bénéficié d'activités d'éducation dans les situations d'urgence dans le nord et le centre du Mali. En outre, la Commission a fourni une aide alimentaire à plus de 140 000 réfugiés maliens au Burkina Faso et au Niger, ainsi qu'une aide alimentaire et une éducation dans les situations d'urgence aux réfugiés maliens en Mauritanie.

Crise du Sahel

Le Sahel a connu en 2018 sa pire crise alimentaire et nutritionnelle depuis de nombreuses années. L'extension croissante des conflits et la crise agro-pastorale ont aggravé la situation complexe existante, touchant une population de plus en plus vulnérable.

La Commission a fourni une aide d'urgence d'un montant total de 272 900 000 EUR pour les différents pays touchés. Plus de 1,1 million de personnes vulnérables ont reçu une aide alimentaire et plus de 450 000 enfants atteints de MAS ont reçu des traitements vitaux. L'UE s'est employée activement à mettre en œuvre le lien entre aide humanitaire et développement en renforçant la résilience de la population touchée, en réduisant les besoins humanitaires et en

s'attaquant aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë.

La crise dans le bassin du lac Tchad

En 2018, les conflits et la violence ont continué d'affecter gravement 17 millions de personnes vivant dans la région. Plus de 2,7 millions de personnes, dont 1,5 million d'enfants, ont été déplacées de force à l'intérieur du pays ou dans les pays voisins. L'insécurité alimentaire aiguë et la sous-alimentation sont restées à un niveau critique, avec 3 millions de personnes en situation de grave insécurité alimentaire.

La Commission a alloué plus de 105 000 000 EUR pour répondre aux vastes besoins humanitaires des pays touchés. Des fonds importants ont été utilisés en vue de fournir une aide alimentaire, des soins de santé de base, de l'eau et des installations sanitaires, des abris et des articles ménagers aux déplacés internes, aux réfugiés et aux communautés d'accueil vulnérables. La Conférence de Berlin sur la région du lac Tchad en septembre 2018 a été l'occasion de renouveler l'engagement international en faveur des pays du bassin du lac Tchad. L'UE a annoncé dans ce cadre un financement de 138 000 000 EUR combinant aide humanitaire et aide au développement.

Crise régionale en République centrafricaine (RCA)

La situation a continué de se détériorer, avec des répercussions croissantes dans les pays voisins. Les combats entre groupes armés et les attaques contre les travailleurs humanitaires se sont intensifiés. Plus de la moitié de la population centrafricaine (environ 2,5 millions de personnes) a eu besoin d'une aide humanitaire. Près de 2 millions de personnes souffraient d'une insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers de la population n'avaient pas accès aux soins de santé de base. Environ un citoyen sur quatre a été déplacé de force, soit à l'intérieur du pays, soit vers les pays voisins (Cameroun, Tchad et RDC).

La Commission a alloué une aide humanitaire de plus de 33 000 000 EUR pour faire face à la crise. Cette enveloppe a englobé une aide d'urgence aux populations touchées par le conflit en RCA, ainsi qu'aux réfugiés dans les pays voisins.

République démocratique du Congo (RDC)

La situation humanitaire a continué de se détériorer, les populations étant affectées par la poursuite du conflit, les déplacements forcés et l'instabilité de la situation politique. La dixième et plus grande épidémie d'Ebola en RDC a été déclarée en août 2018. C'était la première fois que cela se produisait dans une zone touchée par un conflit, mettant à rude épreuve la réponse humanitaire en raison de la violence de la résistance de la communauté et du risque élevé de propagation régionale. En outre, plus de 13 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire en RDC, soit deux fois plus qu'en 2017. Environ 4,5 millions de personnes ont été déplacées de force au cours des dernières années et 800 000 Congolais supplémentaires ont cherché refuge dans les pays voisins.

Le financement de l'UE s'est élevé à plus de 80 000 000 EUR et a été axé sur l'aide vitale et le soutien logistique par l'intermédiaire de son service aérien humanitaire. En ce qui concerne la réponse à l'épidémie d'Ebola, l'UE a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement

de la RDC et ses principaux partenaires, en fournissant une expertise technique, un soutien logistique et des opérations de financement, y compris dans les pays voisins.

Somalie

Les besoins humanitaires sont restés élevés en raison de la forte sécheresse et de la poursuite du conflit armé. La situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est restée critique, 6,2 millions de personnes – la moitié de la population – ayant besoin d’une aide humanitaire. Ce chiffre comprend notamment 2,6 millions de personnes déplacées à l’intérieur du pays (PDI) vivant dans des camps surpeuplés et exposées à des risques en matière de protection, sur lesquelles 300 000 ont été expulsées de force de propriétés appartenant à l’État dans des zones urbaines.

L’enveloppe de 89 000 000 EUR allouée par l’UE a permis aux partenaires de fournir une aide vitale sous la forme de liquidités, de soins de santé et de nutrition, d’abris, d’eau, d’installations sanitaires et d’assistance en matière d’hygiène. Grâce à l’aide humanitaire et à une pluviosité favorable, le nombre de personnes souffrant d’une grave insécurité alimentaire a diminué de 54 % entre 2017 et 2018. Des initiatives ont été prises pour passer d’une intervention d’urgence à un filet de sécurité prévisible et à même de répondre aux chocs, en collaboration avec les donateurs d’aide au développement. La situation humanitaire reste fragile et les besoins sont supérieurs aux niveaux d’il y a deux ans avant la crise.

Éthiopie

Depuis 2017, les violences interethniques ont eu pour conséquence 3 millions de déplacés internes. Appliquant une politique de porte ouverte, l’Éthiopie accueille l’un des plus grands nombres de réfugiés en Afrique: plus de 900 000 réfugiés en provenance du Soudan du Sud, de Somalie et d’Érythrée. Les acteurs humanitaires étaient préoccupés par le manque d’assistance adéquate apportée à ces nouveaux arrivants, qui a donné lieu à des taux de malnutrition très élevés.

En 2018, la Commission a apporté une contribution de 63 000 000 EUR pour répondre aux besoins des personnes touchées par la crise en Éthiopie. Par l’intermédiaire de ses partenaires, l’UE a aidé les réfugiés du Soudan du Sud et d’Érythrée en leur fournissant de la nourriture, des abris, des articles ménagers essentiels, un traitement contre la malnutrition, de l’eau et des installations sanitaires. La plus grande partie du financement a été consacrée aux déplacés internes qui ont dû fuir du fait de la violence et de la destruction de leurs maisons et de leurs moyens de subsistance.

Soudan

La crise socio-économique qui a débuté début 2018 a provoqué une détérioration de la situation humanitaire. L’accès limité à la nourriture et aux soins de santé, principalement conjugué à des mécanismes d’adaptation négatifs, a également donné lieu à une augmentation des besoins de protection. Un nombre important de personnes étaient déjà confrontées à l’insécurité alimentaire pendant la saison des récoltes, situation qui s’est aggravée pendant la période de soudure avec un chiffre atteignant environ 6 millions de personnes, ce qui a entraîné une grande vulnérabilité et des niveaux critiques de malnutrition aiguë sévère (MAS).

Les restrictions croissantes en matière d'accès physique aux liquidités ont créé des contraintes supplémentaires.

Afin de répondre aux besoins humanitaires croissants au Soudan, la Commission a mobilisé 41 000 000 EUR pour soutenir les actions visant à répondre aux besoins les plus pressants.

Venezuela

Les conditions de vie de la population se sont détériorées en raison d'une crise socio-économique et politique. Le manque de médicaments, conjugué à une réduction spectaculaire des capacités du système de santé, a privé de traitement un nombre croissant de personnes. Plusieurs épidémies importantes de maladies infectieuses sont apparues à la suite de l'interruption des programmes de prévention, de la détérioration des conditions sanitaires et de la diminution de la couverture vaccinale. Les taux de malnutrition ont dépassé les seuils d'urgence dans de nombreuses régions. Les taux d'homicides et de violence sont restés parmi les plus élevés au monde. Fin 2018, plus de 3,2 millions de personnes avaient quitté le pays, principalement pour la Colombie, le Pérou, l'Équateur et le Brésil.

Un montant total de 32 000 000 EUR a été alloué par l'UE pour la fourniture notamment de services sanitaires et nutritionnels, d'eau et d'installations sanitaires, de protection, d'éducation dans les situations d'urgence, ainsi que d'aide aux communautés d'accueil. Ce montant comprend 7 000 000 EUR supplémentaires provenant du FED pour répondre aux besoins humanitaires urgents.

Colombie

Les besoins humanitaires se sont accrus, le respect du DIH a été remis en cause et la violence des groupes armés contre les civils a provoqué des déplacements de population. Plus de 150 000 personnes ont été déplacées en 2018, et 1 million ont souffert de mesures d'exclusion et de restrictions de mobilité. À la fin de l'année, les pays voisins accueillaient environ 300 000 réfugiés colombiens. En même temps, l'aggravation de la crise au Venezuela a poussé certains de ses habitants à fuir en Colombie. Le pays est également très exposé aux catastrophes naturelles et les zones touchées par le conflit n'offrent qu'un accès limité aux intervenants d'urgence.

La Commission a alloué 8 560 000 EUR pour aider les populations touchées par les conflits et renforcer les capacités de préparation aux catastrophes. L'aide a porté notamment sur les secteurs suivants: la protection, les soins de santé, l'eau et les installations sanitaires pour les groupes les plus vulnérables, l'éducation dans les situations d'urgence ainsi que la préparation aux catastrophes.

Haïti

Haïti a été confronté à une insécurité alimentaire critique au cours de l'année, avec plus de 1,3 million de personnes souffrant d'une crise alimentaire aiguë. La prévalence d'une malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans est restée élevée et supérieure aux niveaux d'urgence de l'OMS dans plusieurs endroits. Plus de deux ans après l'ouragan

Matthew, plus de 140 000 ménages touchés n'avaient toujours pas accès à des abris antisismiques, ainsi qu'à l'eau et à des installations sanitaires.

En 2018, l'UE a consacré 12 000 000 EUR à l'insécurité alimentaire aiguë et au soutien à la coordination des opérations humanitaires. En outre, 3 400 000 EUR ont été investis dans des initiatives de préparation aux catastrophes, le soutien aux capacités de réaction rapide, les techniques de construction d'abris résistant aux catastrophes et la préparation à la sécheresse. L'UE a également fourni 200 000 EUR de produits non alimentaires en réponse au tremblement de terre d'octobre.

Afghanistan

Entamant sa 18^e année, le conflit en cours a causé un nombre croissant de victimes civiles et de nouveaux déplacements. Le pays a également été frappé par une grave sécheresse qui a grandement affecté la production agricole et touché plus de 13 millions de personnes. Parmi les 600 000 nouveaux déplacés internes et les quelque 820 000 réfugiés (avec ou sans papiers) qui seraient rentrés d'Iran et du Pakistan en 2018, nombreux étaient ceux qui avaient besoin d'une aide. Environ 13,5 millions de personnes étaient confrontées à une situation d'insécurité alimentaire, soit 6 millions de plus que l'année précédente.

L'UE a continué à fournir une assistance vitale également dans des domaines non soutenus par d'autres acteurs, en dépit des conditions de sécurité difficiles. Un montant de 46 000 000 EUR a été alloué en 2018 pour soutenir les opérations de secours.

La crise des Rohingyas

Après le déplacement massif de 2017, environ un million de réfugiés apatrides résidaient à Cox's Bazar au Bangladesh en 2018. La majorité d'entre eux vivaient dans un méga-camp surpeuplé et dépendaient entièrement de l'aide humanitaire, sans aucune liberté de circulation ni moyens de subsistance. Les déplacements depuis le Myanmar ont presque fait tripler la population totale de Cox's Bazar, créant des tensions avec les communautés locales.

L'UE a consacré une aide humanitaire de 46 000 000 EUR à cette crise, tant au Bangladesh qu'au Myanmar, sous la forme de soins de santé de base, d'eau, d'installations sanitaires, d'abris, d'alimentation, de protection, de soutien psychologique et d'aide à la réduction des risques de catastrophe.

Priorités horizontales

Éducation dans les situations d'urgence

En 2018, la Commission européenne a consacré 8,5 % de son budget humanitaire à des activités d'éducation dans les situations d'urgence dans 34 pays (pour un montant de 91 600 000 EUR), dépassant ainsi l'objectif de 8 % pour l'année. En 2018, la Commission a également fourni un financement de 1 400 000 EUR en faveur de l'éducation dans les situations d'urgence au moyen de l'instrument d'aide d'urgence en Grèce. L'aide à l'éducation

dans les situations d'urgence a bénéficié à 1,25 million de personnes, leur permettant d'avoir accès à une éducation sûre et de qualité dans les situations les plus vulnérables.

La Commission a également adopté une communication sur l'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées¹ en mai 2018. Ce nouveau cadre d'action permettra à l'UE de mobiliser des ressources de manière plus prévisible, plus souple et plus efficace sur la base d'une approche holistique et coordonnée du lien entre aide humanitaire et développement et de priorités stratégiques claires. Les États membres de l'UE ont approuvé ce cadre d'action sous la forme de conclusions du Conseil² adoptées en novembre 2018.

Aide en espèces

Les transferts monétaires sont souvent plus efficaces et plus rentables que d'autres formes d'aide, comme l'a reconnu la communauté internationale dans le cadre du sommet humanitaire mondial et du «grand compromis» et comme l'a réaffirmé la note d'orientation relative à l'aide en espèces (novembre 2017). Entraînant des coûts de transaction réduits, l'aide parvient directement aux bénéficiaires et a une incidence maximale avec un bon rapport coût-avantages. En outre, les transferts monétaires soutiennent les marchés locaux et jettent les bases de la reprise et de la résilience des communautés.

La Commission européenne a saisi toutes les occasions d'accroître l'utilisation d'argent liquide, avec succès dans des opérations en Turquie, en Grèce, en Somalie, au Liban, en Jordanie, en Afghanistan et en Iraq.

Innovation et engagement du secteur privé

En 2018, la Commission s'est impliquée dans le débat mondial sur l'innovation humanitaire et l'engagement du secteur privé, notamment lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial, dans le cadre du débat du Conseil économique et social consacré aux affaires humanitaires et lors de l'Assemblée générale des Nations unies.

La Commission a continué à soutenir le développement d'approches innovantes en exploitant les possibilités offertes par les programmes de recherche et d'innovation de l'UE. Par exemple, trois prix Horizon 2020 du Conseil européen de l'innovation présentant un intérêt direct pour le secteur humanitaire ont été lancés en 2018: pour des technologies de pointe abordables en matière d'aide humanitaire, pour des systèmes d'alerte précoce contre les épidémies, et pour des chaînes de blocs pour le bien social.

L'UE en tant que chef de file de l'appel à l'action pour la protection contre la violence sexiste dans les situations d'urgence

De juin 2017 à décembre 2018, la Commission a pris la direction de l'initiative humanitaire mondiale «Appel à l'action pour la protection contre la violence sexiste dans les situations

¹ Communication sur l'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées [COM(2018) 304 final du 18.5.2018].

² Conclusions du Conseil sur l'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées (12817/18 du 26 novembre 2018).

d'urgence». Cette initiative mondiale rassemblant 82 partenaires (États, donateurs, organisations internationales et ONG) cherche à favoriser le changement et à responsabiliser le système humanitaire face à la violence sexiste dès les premières phases d'une crise. La Commission participe activement à cette initiative depuis sa création (2013) et en est devenue le chef de file mondial en juin 2017.

Tout au long des années 2017 et 2018, la Commission européenne a alloué une aide humanitaire d'environ 62 000 000 EUR d'aide humanitaire en faveur d'actions de prévention des violences sexuelles et sexistes et de réaction à ces phénomènes dans le monde entier.

ECHO Flight (Afrique) et soutien aux services de transport aérien humanitaires

Les services aériens humanitaires sont essentiels pour atteindre les personnes ayant besoin d'une aide, en particulier lorsque les infrastructures ne sont pas fiables. Outre le transport de fournitures et de travailleurs humanitaires, les services aériens humanitaires sont également utilisés pour les opérations d'évacuation pour raisons médicales ou de sécurité.

La Commission exploite son propre service aérien humanitaire – «ECHO Flight» – avec des plateformes au Kenya, en Ouganda, en RDC et au Mali. Disposant de six avions, ce service a soutenu le personnel humanitaire dans le cadre de plus de 250 projets et a transporté 26 176 travailleurs humanitaires et environ 230 tonnes de fret en 2018. Le budget d'ECHO Flight s'élevait à 14 600 000 EUR et le service a été fourni gratuitement aux partenaires et aux organisations humanitaires.

La Commission a également soutenu d'autres services aériens humanitaires à but non lucratif. En 2018, elle a apporté une contribution de 24 500 000 EUR au PAM/Service aérien d'aide humanitaire des Nations unies et de 750 000 EUR en faveur des opérations de la Mission Aviation Fellowship en Afghanistan.

Résumé des évaluations effectuées en 2018

[Évaluation globale de l'aide humanitaire de l'UE pour la période 2012-2016.](#)

L'évaluation a conclu que l'UE est un donateur dont le comportement se fonde sur des principes et sur les besoins, et qui présente des caractéristiques uniques, telles que son approche en matière de partenariats, son réseau sur le terrain et sa contribution à l'élaboration du système humanitaire. Le budget alloué a été jugé approprié pour répondre aux besoins des populations ciblées et aux objectifs de l'aide humanitaire, ainsi que fondé sur des évaluations exhaustives et solides des besoins. En général, les mesures ont été jugées rentables.

Parmi les domaines recensés comme devant faire l'objet d'améliorations figuraient les éléments suivants: développer une approche plus programmatique des partenariats entre l'UE et ses partenaires; accroître la participation des partenaires locaux de mise en œuvre; développer les approches novatrices réussies et améliorer les rapports; favoriser les synergies avec les activités de protection civile; et mieux communiquer la raison d'être des orientations stratégiques de l'UE.

[Évaluation de la logistique humanitaire dans le cadre de la protection civile et de l'action humanitaire de l'UE, 2013-2017.](#)

L'évaluation a porté sur les investissements de la Commission dans les services aériens humanitaires, les initiatives visant à améliorer les systèmes de logistique humanitaire et le financement des éléments logistiques des projets de la Commission. Elle a conclu que les investissements de la Commission dans les plateformes logistiques et la formation, ainsi que l'appui de la Commission au développement du Module mondial de la logistique, avaient des retombées durables. Par ailleurs, le soutien aux services aériens reste très pertinent.

L'évaluation a recommandé à la Commission d'élaborer une stratégie en matière de logistique humanitaire et d'accorder une plus grande attention à la logistique dans les accords de partenariat, l'évaluation des crises et les outils de planification. En outre, elle a proposé des moyens d'encourager davantage le leadership dans le domaine de la logistique, en travaillant en collaboration avec d'autres acteurs humanitaires pour permettre des gains d'efficacité et améliorer les résultats.

[Évaluation de l'intervention humanitaire de l'UE dans la région des Grands Lacs africains, 2013-2017.](#)

Cette évaluation a fourni une appréciation des interventions humanitaires de l'UE dans la région des Grands Lacs africains de 2013 à 2017. Le budget alloué n'est pas proportionné aux besoins croissants de la région, ce qui signifie que la Commission doit limiter ses interventions à son mandat fondamental, à savoir sauver des vies. Malgré tout, la stratégie adoptée était adaptée à l'évolution des besoins, un haut niveau de cohérence entre les actions a été observé et la Commission a joué un rôle clé dans les structures de coordination humanitaire dans la région.

L'évaluation a permis d'identifier des aspects spécifiques contribuant à l'efficacité de la DG ECHO, par exemple des processus de suivi rigoureux. Des possibilités d'amélioration ont été relevées en ce qui concerne les processus de renouvellement des demandes (c'est-à-dire le renouvellement des subventions à un partenaire d'exécution pour la poursuite d'une action spécifique) et/ou les projets pluriannuels.

Budget 2018

1. Liste des conventions de financement conclues par la Commission dans le domaine de l'aide humanitaire³:

Les accords relatifs à l'aide humanitaire octroyée par l'UE peuvent être consultés sur le site web du Système de transparence financière (STF).

2. Exécution du budget consacré à l'aide humanitaire en 2018

³ Y compris les noms des organisations partenaires concernées.

EXÉCUTION DU BUDGET DE L'UE EN 2018

Les données ci-dessous ne tiennent pas compte des recettes affectées externes provenant des États membres.

Région/Pays	Montant	%
Afrique	651	37 %
Soudan et Soudan du Sud	86	
Afrique centrale	95	
Grands Lacs	70	
Corne de l'Afrique	200	
Afrique australe, océan Indien	11	
Afrique occidentale	160	
Afrique du Nord	19	
Afrique	10	
Moyen-Orient et voisinage oriental	552	32 %
Moyen-Orient	474	
Voisinage oriental	79	
Asie, Pacifique	116	7 %
Asie du Sud-Ouest et Asie centrale	57	
Asie du Sud-Est et Pacifique	59	
Amérique latine et Caraïbes	73	4 %
Amérique latine	52	
Caraïbes	21	
Catastrophes de portée mondiale	36	2 %
Protection civile	41	2 %
Volontaires de l'aide de l'UE	19	1 %
Aide d'urgence au sein de l'Union	199	11 %
Opérations complémentaires et soutien	67	4 %
TOTAL	1 753	100 %

(en millions d'EUR)

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES ET SOURCES

- Informations générales concernant la DG ECHO:
http://ec.europa.eu/echo/index_fr
- Informations financières sur les actions d'aide humanitaire menées par la Commission européenne en 2018:
https://ec.europa.eu/echo/d-cisions-de-financement-hips-2018_fr
- Informations concernant les opérations menées les années précédentes:
http://ec.europa.eu/echo/who/accountability/annual-reports_fr
- Rapport d'activité annuel 2018, DG ECHO:
https://ec.europa.eu/info/publications/annual-activity-report-2018-european-civil-protection-and-humanitarian-aid-operations-echo_en
- Rapport annuel 2018 sur la gestion et la performance:
https://ec.europa.eu/info/publications/annual-management-and-performance-reports_fr
- Rapports d'évaluation de la DG ECHO:
http://ec.europa.eu/echo/funding-evaluations/evaluations_fr
- Données relatives au financement de l'aide humanitaire par la Commission européenne et les États membres:
<https://webgate.ec.europa.eu/hac/>

Liste des partenaires ayant signé la convention-cadre de partenariat de 2014:

<http://ec.europa.eu/echo/sites/echo-site/files/weblistpartners.pdf>